

Deutsch-französische Wissenschaftsförderung in europäischer Perspektive. Rückblick und Ausblick / Formation à la recherche franco-allemande : bilans et perspectives

Première rencontre d'anciens bénéficiaires des programmes de soutien à la recherche en lettres, SHS, sciences juridiques, politiques et de gestion, Berlin, 28 novembre 2008

Marjorie Berthomier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/321>

DOI : 10.4000/ifha.321

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2009

Pagination : 47-50

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Marjorie Berthomier, « *Deutsch-französische Wissenschaftsförderung in europäischer Perspektive. Rückblick und Ausblick / Formation à la recherche franco-allemande : bilans et perspectives* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 1 | 2009, mis en ligne le 07 février 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/321>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

©IFHA

Deutsch-französische Wissenschaftsförderung in europäischer Perspektive. Rückblick und Ausblick / Formation à la recherche franco-allemande : bilans et perspectives

Première rencontre d'anciens bénéficiaires des programmes de soutien à la recherche en lettres, SHS, sciences juridiques, politiques et de gestion, Berlin, 28 novembre 2008

Marjorie Berthomier

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Marjorie Berthomier

Une rencontre de l'ensemble des partenaires du soutien à la recherche en SHS

Le Bureau universitaire de l'Ambassade de France à Berlin, en partenariat avec le *Frankreich-Zentrum* de la *Freie Universität Berlin*, la Mission Historique Française en Allemagne, le Centre Marc Bloch et une dizaine d'institutions actrices de la formation et du soutien à la recherche en France et en Allemagne, a organisé, le 28 novembre 2008, une journée d'études et de rencontre, destinée aux bénéficiaires des programmes franco-allemands de soutien aux jeunes chercheurs en lettres, langues, sciences humaines et sociales, sciences juridiques et politiques, et sciences économiques et de

gestion. Aussi bien les *Frankreich-Zentren* de Fribourg et Berlin que l'Université Franco-Allemande (collèges doctoraux), la Mission Historique Française en Allemagne, le Centre Marc Bloch, le Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA), l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD), la Fondation DVA-Robert Bosch, ou le Centre allemand d'Histoire de l'Art s'étaient portés partenaires de la manifestation, où étaient également présents les attachés de coopération universitaire en Allemagne, le réseau Giraff, l'antenne franco-allemande de l'Association Bernard Gregory pour l'emploi des jeunes docteurs, la directrice du bureau de Berlin de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, d'anciens élèves des Masters de Sciences-Po, de l'ENA, etc. Cette manifestation a rassemblé quelque 100 participants de niveau post-doctoral.

Trois tables rondes se sont succédées, respectivement intitulées « Formation à la recherche franco-allemande : bilans et perspectives », « Anciens bénéficiaires et marchés de l'emploi », « Le rôle des bénéficiaires comme moteur de l'Europe ». Elles ont donné la parole à une vingtaine d'anciens bénéficiaires, désormais actifs dans le monde académique, les milieux institutionnels ou les milieux d'affaires. Ceux-ci ont évoqué les différentes possibilités de soutien – des masters conjoints et collèges doctoraux franco-allemands aux délégations d'enseignants-chercheurs, de la cotutelle de thèse aux bourses prestigieuses de la Fondation Alexander-von-Humboldt.

De nombreux représentants des milieux de l'emploi non académique (Ministère des finances et de l'emploi, Musée des Beaux-Arts, fondations, cabinets d'avocats parisiens ou brandebourgeois, cabinet de conseil en affaires publiques, agence de lobbying européen, etc.) ont témoigné dans ce cadre de leur expérience et montré l'intérêt réel, sur le long terme, d'effectuer une partie de son parcours de formation à/par la recherche dans le pays partenaire, malgré les efforts particuliers que cela demande encore.

Des conclusions communes aux différents programmes et à leurs bénéficiaires respectifs

Du point de vue des bénéficiaires, la diversité des programmes est une richesse qui garantit pour la plupart l'exercice même de leurs recherches. Mais il apparaît nécessaire de mieux valoriser la complémentarité de ces derniers pour donner une image plus claire de l'offre de formation franco-allemande à ces niveaux. Alors que les programmes de soutien aux jeunes chercheurs conduisent ceux-ci au succès, dans des champs de compétence extrêmement variés, la multiplicité des structures qui les portent trouble en effet la *visibilité* de cette réussite exemplaire, aux yeux de leurs utilisateurs potentiels comme des tutelles.

L'insertion réussie des jeunes chercheurs et futurs cadres de direction français et allemands naît, par ailleurs, de l'articulation d'un parcours individuel déterminé avec des possibilités structurées de soutien. Les parcours franco-allemands sont désormais valorisés en ce qu'ils forment et se conforment, d'abord, aux exigences de qualité qui régissent les marchés de l'emploi national dans les deux pays. La mobilité n'apparaît donc plus, « en soi », comme une plus-value indépendante des compléments de spécialisation auxquels elle donne lieu : ces compléments continuent, en revanche, de présenter dans le cadre franco-allemand, un intérêt particulier (langue, interculturalité, intersections méthodologiques et disciplinaires).

Des propositions concrètes pour un réseau des « Anciens », actif et élargi

Les propositions envisagées pour renforcer la reconnaissance internationale des qualités spécifiquement acquises « en franco-allemand » passent par la constitution d'un réseau binational, qui ne soit pas seulement le réseau des anciens d'une structure particulière. Il serait possible de concevoir ce réseau par regroupements géographiques régionaux, en s'appuyant d'abord sur les relais actuellement identifiés en France et en Allemagne (par les attachés de coopération universitaire en Allemagne, les lecteurs allemands du DAAD en France, les anciens eux-mêmes). La base de données élaborée à l'occasion de cette première rencontre par le Bureau universitaire de l'Ambassade devrait, dans cette perspective, constituer un outil de communication facilitée.

Un tel réseau pourrait notamment proposer, pour aider les plus jeunes à résoudre les questions qui se posent en début de carrière (financements, apprentissage tardif ou spécialisé de la langue du partenaire), ou pour leur faciliter les moments de transition (passerelles recherche-emploi, spécialisations, recrutement), des actions concrètes (partage d'informations, rencontres thématiques, parrainage et tutorat) dont les moyens restent à déterminer, en concertation avec les différents partenaires. La volonté qu'ont exprimée les participants de la journée d'être plus actifs dans les évolutions d'ensemble de nos deux pays – qu'ils ont la capacité d'observer et d'analyser à plus long terme – devrait en tous cas conduire à donner très rapidement suite à cette première initiative.

Celle-ci s'inscrit dans la continuité des actions mises en œuvre pour renforcer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur sur les marchés du travail. Elle devrait, à terme, nous doter de moyens renouvelés de faire appel aux réseaux que ces diplômés constituent, en France aussi bien qu'en Allemagne ou dans l'Europe élargie.

Ont participé à cette manifestation : Hans Bellstedt (Hans Bellstedt Public Affairs, Berlin), Sandra Dahlke (Helmut-Schmidt-Universität Hamburg), Isabelle Dubois (Musée des Beaux-Arts de Lyon), Nathalie Faure (CIERA), Fabian Heuel (ABG-UFA/DFH), Otto Theodor Iancu (DFH-UFA), Godehard Janzing (Centre Allemand d'Histoire de l'Art, Paris), Elsa Kammerer (Université Lille III), Marcel de La Haye (Ministère de l'Economie, Paris), Thomas Lienhard (MHFA, Göttingen) Christian Link (Marccus Partners, Paris), Rolf Lohse (Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn), Susanne Lüdtke (DAAD, Bonn), Elissa Mailänder-Koslov (Kulturwissenschaftliches Institut Essen), Erika Mursa (DVA-Stiftung Stuttgart), Gesa zur Nieden (Deutsches Historisches Institut, Rome), Anke Nordemann-Schiffel (Boehmert & Boehmert Anwaltssozietät Potsdam), Sabine von Oppeln (Freie Universität Berlin), Rolf Renner (Frankreich-Zentrum, Universität Freiburg), Daniel Schönflug (Centre Marc Bloch, Berlin), Sabine Seggelke (Agence Grayling, Bruxelles), Thomas Serrier (Europa-Universität Viadrina, Frankfurt an der Oder), Janine Ziegler (Ludwig-Maximilians-Universität München/ Université Paris I)